

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2202 - JEUDI 8 JANVIER 2015

Projet de dialogue national

Les forces vives émettent leurs avis



Valère Mabiata Mapa, porte-parole de la Coordination générale des partis du centre

À l'occasion de la présentation des vœux au président de la République, Denis Sassou N'Gusso, des personnalités représentant les forces vives ont exprimé aux Dépêches de Brazzaville leurs attentes, concernant le dialogue national et l'épineuse question du changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002. Si les avis divergent d'un camp à



Juste Mondele, secrétaire général du Club 2002 Pur

l'autre sur les termes de référence du dialogue préconisé, l'idéal pour la plupart est de parvenir à un consensus qui garantisse à la fois la stabilité et la cohésion nationale. « *Le dialogue sera l'endroit le mieux indiqué pour suggérer toutes les initiatives possibles. Nous convions l'ensemble de la classe politique et les forces vives de la na-*



Camille Bongou, ancien Ministre

tion à privilégier le dialogue », a déclaré le porte-parole de la Coordination générale des partis du centre, Valère Mabiata Mapa. Cette cérémonie d'échange de vœux a été entachée par l'absence remarquée des responsables de la plupart des partis d'opposition dont l'Union panafricaine pour la démocratie sociale. [Page 2](#)

PARTENARIAT ÉCONOMIQUE

Le vice-président de la Banque mondiale en séjour à Brazzaville



Makhtar Diop

Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique, Makhtar Diop, est arrivé hier à Braz-

zaville pour une visite de travail de plus de 24 heures consacrée au dialogue sur la coopération et le partenariat économique entre son institution et la République du Congo.

Au cours de son séjour à Brazzaville, le haut fonctionnaire de cette institution financière internationale accompagné du nouveau directeur des opérations de la Banque mondiale pour les deux Congo, Ahmadou Moustapha Ndiaye, s'entretiendra ce jeudi avec Gilbert Ondongo et Jean Jacques Bouya, respectivement ministre de l'Économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration, et de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux.

MÉDIAS

La France sous le choc après la fusillade de Charlie Hebdo

L'attaque du journal satirique Charlie Hebdo, hier vers 11 heures dans le 11^e arrondissement de Paris, a fait 12 morts dont deux policiers, et une dizaine de blessés parmi lesquels trois sont dans « *un état d'urgence absolue* », selon les termes employés par le président français. François Hollande a invité ses

compatriotes à faire bloc face à la menace terroriste. « *Nous sommes menacés parce que nous sommes un pays de liberté* », a-t-il notamment déclaré. Le pays est sous le choc et le « *plan vigipirate* » de lutte contre tous dangers d'attentat est relevé à son plus haut niveau d'alerte. [Page 7](#)

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Les enseignants vacataires en grève

Les cours sont fortement perturbés à l'université Marien-Ngouabi depuis mardi, suite à un mouvement de grève lancé, apprend-on, par des enseignants vacataires. Mais le remous semble aller au-delà de cette catégorie d'enseignants. [Page 7](#)

CINEMA

Le festival Tazama réitère son engagement à lutter contre le cancer

[Page 16](#)

ÉDITORIAL

Révélation

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Révélation

Il y a, bien sûr, la grossièreté, le manque de sens civique que révèle l'absence remarquée de l'Upads, principal parti de l'opposition, lors de la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux au chef de l'État, hier à Brazzaville. Mais il y a aussi le déni politique, le refus de la démocratie, la volonté d'en découdre avec le pouvoir que cette absence révèle pour la première fois de façon crue.

Alors que, partout dans le monde, dans toutes les démocraties, le jour des vœux est l'occasion d'échanges amicaux et fraternels entre les hommes et des femmes qui n'ont pas le même engagement politique, il a été utilisé chez nous, hier, par un parti, et pas n'importe lequel, pour marquer avec éclat son refus du dialogue. Ce geste ayant pour but évident de porter atteinte à la personne même du Président de la République l'on ne peut qu'en déduire un rejet du débat qui s'engage sur la réforme des institutions auquel aspire le peuple congolais. Il est donc bien de nature politique.

Disons tout de suite que la grossièreté du procédé ne modifiera en rien le processus que nous voyons se dessiner sous nos yeux depuis des mois. Que cela plaise ou non au petit groupe d'opposants qui croit naïvement pouvoir accéder au pouvoir en empêchant toute réforme de fond de notre gouvernance et qui compte sur les pressions extérieures pour provoquer cette paralysie, le changement se fera car de lui dépend la poursuite de la marche en avant de notre nation.

Ajoutons tout aussitôt que l'Upads s'enferme dans la même prison que celle qui conduisit ses dirigeants à instaurer en 1992, au lendemain de la Conférence nationale souveraine, un régime rejetant de facto la démocratie. Un régime dont nous avons vécu les conséquences dramatiques dans notre chair, blessures que le régime instauré en 2002 à l'issue de la guerre civile a effacées.

Il va de soi que la provocation à laquelle se livrent aujourd'hui les héritiers de Pascal Lissouba ne changera pas le cours des événements. Mais elle prouve que les mauvais démons qui plongèrent notre pays dans le chaos sont toujours bien vivants et que, par conséquent, la plus grande vigilance s'impose.

Les Dépêches de Brazzaville

DIALOGUE NATIONAL

Ils ont dit...

En marge de la cérémonie de vœux adressés au président de la République, des hommes politiques de toutes obédiences, excepté l'opposition congolaise, ont donné leur point de vue, le 7 janvier à Brazzaville, sur la question du dialogue ; d'autres, par contre, ont engagé leur parti sur l'épineuse question de la Constitution.

En réaction au message du chef de l'Etat du 31 décembre dernier, quelques représentants des partis politiques se sont exprimés sur les enjeux à venir, qui marqueront la vie politique congolaise. Le débat, lancé avant même que le président dans son adresse à la nation se prononce pour le dialogue, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) se montre favorable au dialogue politique à condition que le débat sur la Constitution ne soit pas à l'ordre du jour. L'opposition radicale, quant à elle, met à la marge toutes ces questions.

André Massamba, Secrétaire général adjoint du PCT : « Notre tâche, nous



l'amarçons comme toujours. Le président a ex-

horté tous les Congolais au travail, en insistant sur la paix et le dialogue. Il n'y a rien qui soit étranger. Le chef de l'Etat a toujours été constant dans ses propos. Et c'est à nous, la classe politique, de nous approprier le débat notamment sur la Constitution ».

Au sein de la majorité présidentielle, certains ont appelé au non changement de la Constitution, en l'occurrence le MCDDI. « Le MCDDI a parlé et cela ne veut pas dire que c'est la fin du monde. Ce n'est pas non plus la fin du dialogue. Ce n'est pas parce que le MCDDI est contre le changement de la Constitution que le débat doit s'arrêter. On va dialoguer, c'est notre famille politique. Le Secrétaire général de ce parti a certainement des choses à reprocher à la majorité. Mais à la vérité, il n'y a rien qui soit tabou. Nous allons dialoguer avec ce camarade. Nous trouverons un terrain d'entente le moment venu », affirme le Secrétaire général adjoint du PCT.

Et le Secrétaire fédéral du MCDDI Brazzaville, Jean-Marie Ibata, de déclarer que le parti se prononcera officiellement après la réunion du bureau politique. « Le Se-



crétaire général du parti a parlé dans les médias. La position du parti sera déterminée après la réunion du bureau politique. Personne ne peut imposer au bureau politique de prendre une quelconque décision. Pour l'heure, nous sommes venus pour souhaiter les meilleurs vœux au Président de la République ».



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

DIALOGUE NATIONAL

Ils ont dit...

Pour Pascal Itoua Oyona, Secrétaire général du MAR : « Lorsqu'il y a un problème, il faut se mettre autour d'une table pour parler. Il faut parler, discuter et convaincre pour trouver un consensus. Il faut arriver à dépersonnaliser le débat. Il faut d'abord faire un débat constitutionnel au départ et par la suite parler des hommes. Il ne faut pas faire l'amalgame », dit-il.



de notre comité directeur. Tant que ce dernier n'est pas réuni, il n'est pas opportun de dévoiler notre point de vue ». La question sur le dialogue national ou la Constitution, dit-il, n'a pas encore été analysée.

Le RDD reste jusque-là muet par rapport au débat sur la Constitution. Pour son secrétaire chargé à l'organisation et à la mobilisation, Victor Oniongo : « Le RDD n'est pas muet, simplement qu'il ne faut pas confondre les milieux. Nous avons tenu notre session du bureau politique ; il y a eu une résolution qui sera sanctionnée par une décision

Pour l'ancien ministre Camille Bongou, toute solution qui vise la paix et la préserve est une bonne solution.

Sur le débat sur la Constitution, « On doit s'entendre de manière consensuelle, mais lorsqu'on tire d'un côté et de l'autre on est en dehors du principe constitutionnel. Il faut un accord de tous. Ou bien on veut du dialogue et à ce moment-là, on débat, ou alors on n'en veut pas, mais on ne peut pas faire la restriction avant de commencer », a-t-il déclaré, allusion faite à une frange de l'opposition qui pose des préalables pour aller au dialogue.

Malgré la divergence d'opinions sur ces questions, Valère Mabilia Mapa, porte-parole de la Coordination générale des partis du centre, reste optimiste. « Le dialogue sera l'endroit le mieux indiqué pour suggérer toutes les initiatives possibles. C'est pourquoi nous convions, tout au long de ce débat, l'ensemble

de la classe politique et les forces vives de la nation au dialogue. Cela peut être mis à notre actif ». Sur le refus de dialoguer de tel ou tel autre parti, il précise : « On ne peut pas présager un échec, à notre humble avis ce sont des opinions. Au bout du compte nous comprendrons, les uns et les autres, la nécessité d'aller tous au dialogue et peut-être en posant moins de préalables ».

Maurice Kinoko, troisième vice-président, coordonnateur national du Front démocratique des partis et groupements politiques du centre solidaire, dont le coordonnateur général national est Luc Adamo Mateta, affirme que Denis Sassou N'Guesso a répondu positivement pour le dialogue, notre position est celle donnée par les orientations du président.

De son côté, le secrétaire général du Club 2002-Pur, Juste Mondélé, a déclaré : « Le président s'est placé au-dessus de la mêlée en père de la nation et c'était donc important de rappeler ces valeurs. Il a également rappelé qu'au moment où nous abordons une situation un peu plus difficile pour notre économie, le président a fait un geste important concernant le social avec la réévaluation de l'indice des salaires des fonctionnaires de la fonction publique ». Au cours de cette cérémonie, aucune présence d'un leader de partis représentés n'a été remarquée, excepté le Secrétaire général du Parti congolais du Travail, Pierre Ngolo (PCT). Quant aux partis de l'opposition, aucune ombre de leurs dirigeants n'a été aperçue.

Josiane Mambou Loukoula

LUTTE CONTRE LA FAIM

La Fao engagée à promouvoir l'agriculture familiale

Gage sûr de la sécurité alimentaire, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Congo, entend promouvoir ce type d'agriculture, courant cette année, conformément aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), qui prônent la lutte contre la faim.

Le représentant de la FAO au Congo, Dieudonné Koguyagda, qui l'a annoncé récemment à la presse. « Si toutes les familles étaient à mesure d'assurer sa propre nourriture, nous aurons gagné déjà en termes de sécurité alimentaire au niveau national. Outre le débit excédentaire de l'eau qui doit être maîtrisé, toutes les conditions sont favorables

une vraie stratégie qui prend en compte, aussi bien le volet industriel que familiale. Déterminé à développer ce projet, le responsable onusien estime, par ailleurs que « 2014 a été pour le Congo, une année de sensibilisation de l'opinion nationale, sur l'importance de cette agriculture. Il faut donc continuer à promouvoir cette approche dont les effets sont



Une activité familiale

qui vise l'amélioration de la production familiale, s'appuie sur l'élaboration des stratégies agricoles, la pro-

motion de l'utilisation des semences améliorées ainsi que l'encadrement rapproché, en vue de renforcer le

niveau institutionnel des familles. A ces stratégies, s'ajoute également la mise en œuvre des programmes de terrain, devant servir de référence pour le gouvernement et les partenaires au développement afin d'agir de manière complémentaire.

Cependant, pour développer des politiques agricoles fiables, la maîtrise des données statistiques agricoles de chaque département s'avère indéniable. D'où la nécessité d'actualiser les données. Une action qui sert à formuler des politiques qui projettent le niveau de production potentielle, puis élaborer une stratégie au sein de ce secteur, avec une base de données fiable.

Rappelons qu'avec l'appui de la FAO, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage a procédé récemment au lancement du recensement agricole général.

Parmi les contraintes liées au développement de cette activité en Afrique, on retient entre autres, les infrastructures routières, le climat, la commercialisation, l'encadrement technique et la coordination des actions.

Lopelle Mboussa Gassia

pour développer cette agriculture au Congo », a-t-il signifié, avant de suggérer la nécessité d'une coordination effective des différents acteurs évoluant dans ce secteur, en vue de développer

prometteurs ». Pour parvenir à ce noble objectif, la FAO-Congo promet d'apporter son assistance technique, en s'inspirant de l'expérience acquise dans d'autres pays. Cette assistance technique



OFFRE D'EMPLOI

HOPE Congo S.A., filiale de HOPE international, établissement de micro finance de 2^e catégorie, société anonyme agréée en République du Congo, recherche un Directeur des Ressources Humaines.

Responsabilités et tâches:

- Encourager le développement spirituel des agents.
- Former les agents dans la Mission, la Méthode et la Motivation de HOPE Congo.
- Elaboration de documents dans le cadre d'un recrutement.
- Suivi des annonces, traitement des réponses.
- Participation aux entretiens de sélection des candidats.
- Rédaction des contrats de travail.
- Construction d'un plan de formation, avec mise en place d'un suivi financier et qualitatif.
- Gérer les carrières et encourager le développement professionnel des agents.
- Gérer les processus pour les évaluations périodiques de performance des agents.
- Collecte, exploitation et diffusion de l'information auprès du personnel.
- Rémunérations, avantages, et charges sociales du personnel.
- Assurer les relations avec les organismes sociaux et administratifs
- Tenue des documents et registres imposés par les dispositions légales et réglementaires.
- S'assurer que les contrats des employés sont en règle avec la législation locale.
- Etre responsable de la supervision de tous les systèmes de procédures en Ressources Humaines.
- Maitriser et adapter les textes des Ressources Humaines : Manuel des Ressources Humaines, Accord d'Etablissement, Règlement Intérieur, etc...

Profil

- Personne ayant une licence, qualifiée de

- préférence en Management des Ressources Humaines, BA en Administration dans le business, ou autre diplôme équivalent.
- Avoir une expérience de cinq (5) ans ou plus dans la fonction du Management en Ressources Humaines.
- Connaissances sur tout ce qui relève de la législation et de la réglementation du travail.
- Gestion de la paie et suivi financier dans le domaine de la formation.
- Respecter strictement la confidentialité.
- Etre méthodique, rigoureux et organisé dans la gestion des différents processus.
- Etre capable de faire face à tout type de public, en s'adaptant à son interlocuteur et en faisant preuve de bonnes qualités d'écoute.
- Des capacités d'organisation et d'analyse et de résoudre tout problème difficile
- Savoir gérer les priorités, identifier les urgences et y faire face.
- Etre capable de s'adapter à des tâches et des environnements de travail divers.
- Des compétences excellentes en communication et une bonne maîtrise de la langue française sont requises. La connaissance de l'anglais est prise comme un autre avantage.
- Compétences à l'utilisation de l'outil informatique (Microsoft Word et Excel).

Dossier à fournir :

- Un C.V. détaillé, une lettre de motivation, une copie légalisée du diplôme et un récépissé d'inscription à l'ONEMO.
- Date de clôture pour les candidatures: 30 janvier 2015
- Lieu de dépôt des candidatures : Adressez vos candidatures à la Direction Générale de HOPE CONGO, derrière le CEG NGANGA EDOUARD, case C4-29 OCH MOUNGALI III- Brazzaville
- Tél. : 06 940 90 21/05 323 89 65
- E-mail : Sophie.stamba@hopeinternational.org

Ne Perdez Plus VOTRE REPERTOIRE AVEC WARID PROTECT

Avec Warid Protect, sécurisez toutes vos données téléphoniques (répertoire, photos, vidéo, etc.).

Pour l'activation, composez *4343*1*1# OK /YES

Coût : 400 fcf/mois*

* Plus de détails de navigation en cas d'échec

www.waridtele.cg 04 400 01 23 ou 123 World Congo SA

PROGRAMME DES OBSÈQUES DE CÉLIE HENRIETTE YASSA KAMBO

Paul Kambo et famille ont le profond regret d'informer parents, amis et connaissances, le décès de leur fille, mère et soeur, Célie Henriette Yassa Kambo, survenu le 29 décembre, à Brazzaville et dont l'inhumation aura lieu le jeudi 8 janvier selon le programme ci-après :

9h00 : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville ;

10h00 : recueillement au domicile familiale, rue Kouyous n°79, à Poto-Poto (croisement Mbochis - Avenue Marien Nguouabi) ;

13h00 : départ pour le cimetière Bouka ;

17h00 : fin de la cérémonie.



NÉCROLOGIE

Stanislas Okassou, agent aux Dépêches de Brazzaville, Davy Martial Mossa, agent DRTV, informent les ministres Bienvenu Okiemy, Alain Akoualat Atipault, le député Jean de Dieu Kourissa et toute la presse congolaise du décès brutal de leur confrère, petit frère, Alexan Vinet Foundou, journaliste-présentateur à MN TV/Radio survenu le 2 janvier 2015 à Brazzaville. La dernière veillée mortuaire se tiendra du samedi 10 au dimanche 11 janvier au n° 16 de l'avenue de la Tsiémé, siège du groupe MN COM, en face du stade Cara à Ouenzé.



IN MEMORIAM

10 janvier 2012 - 10 janvier 2015

La marche irréversible du temps ne saurait effacer ni la douleur ni le souvenir d'un être cher.

Voici trois ans déjà que madame Ongoka née Ahouet Martine (Agent BCI) avait quitté cette terre des hommes.

L'implacable destin venait de l'arracher de l'affection de ses frères et sœurs, de ses enfants et petits-fils, de ses parents, amis et connaissances.

À l'occasion de ce triste anniversaire, les familles Ahouet et Ongoka demandent à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir toujours une pensée pieuse pour elle.

« Que le Seigneur, dans sa miséricorde, lui accorde la paix et le repos éternels. »



Paul Matt Boudzoumou, Pierre Bruno Mena, Bernard Mena (FRIGO Bernard), Annie Mfina, Pascaline Mingole, les membres du M.C.D.I du quartier 29 Mpissa à Bacongo, toute la famille Mvimba et les enfants de feux Fidèle Batantou, Joseph Peleka et Théophile Sende ont la profonde douleur d'annoncer à leurs proches amis et toutes leurs connaissances de Brazzaville, Pointe Noire et du village Mandzomo dans le Pool, le décès de leurs grand-frère, père, oncle et mari, Joachim Boumpoutou « Ya Chim ».

Décès survenu le vendredi 2 Janvier à 22h15 à l'hôpital central des Armées Pierre Mobengo. La veillée à lieu dans la rue Nkouka Bateke N° 49 (référence berdeme croisement Nkouka Bateke et l'avenue Simon Kimbangu.) La date d'inhumation sera communiquée ultérieurement.

Le Chef de famille Paul Matt Boudzoumou



IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« La démocratie [...] ne peut sérieusement exister que si les individus se regroupent d'après leurs fins et affinités politiques, c'est-à-dire si, entre l'individu et l'Etat, viennent s'insérer [des] formations collectives, dont chacune représente une certaine orientation commune à ses membres : un parti politique »

Hans Kelsen, juriste américain d'origine autrichienne, JolPress, 21 novembre 2014

« Ce ne sont pas seulement les partis politiques qui s'intéressent à la gestion de la Nation ; cela intéresse chaque citoyen ».

Casimir Sawadogo, député de la transition (Burkina Faso), le faso.net, 4 janvier 2015

« La mondialisation est une modalité de l'organisation du monde moderne, sans pour autant intégrer l'universalité des principes. Mondialisation et universel ne sont donc pas synonymes. »

Sophie Bessis, chercheuse associée à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), Le Point, 30 décembre 2014

« Seuls les forts peuvent s'ingérer dans les affaires des faibles »

Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre français de la défense, Notre Afrik N°37 d'octobre 2013

« Le pouvoir, l'argent ou même la peur peuvent révéler la nature d'un individu, ils ne le changent pas fondamentalement »

Pape Diouf, Franco-sénégalais, ancien dirigeant de l'OM, Afrique Magazine N°33 de juin 2013

IN MEMORIAM

8 janvier 2013 - 8 janvier 2015, cela fait deux (2) ans, jour pour jour, qu'il a plu à l'Eternel Dieu d'appeler à lui son humble serviteur l'évangéliste Ekouya Maléka Prince Jugobert. En ce triste et douloureux anniversaire, son père le lieutenant de vaisseau Ekouya Jean Marie et toute la famille expriment une pensée très profonde pour le repos de son âme, et demandent à tous ceux qui l'ont connu de se souvenir de ses bienfaits.



TRANSPORT URBAIN

La nouvelle unité de la circulation routière, plus de trois mois après

Dans le but de mettre un terme aux récriminations des populations sur le comportement de certains agents de la police ayant en charge la régulation et le contrôle des véhicules, la Direction générale de la police a mis en place, le 20 septembre 2014, une nouvelle unité de circulation routière. Plus de trois mois après, quel est le constat sur le terrain ?

Depuis quelques mois, les Brazzavillois, sinon les visiteurs de la capitale de la République du Congo, observent au niveau des ronds-points et autres grandes artères des éléments dans des uniformes numérotés. Une initiative appréciée de tous au regard des comportements affichés depuis lors par certains policiers. Comme tout changement a ses déboires, celui-ci n'échappe pas à la règle, car l'on note actuellement le nombre restreint de policiers sur les routes, ce qui engendre des embouteillages monstres.

« Nous n'arrivons pas encore à tenir tous les points. Mais il s'agit pour nous d'avoir peu d'agents corrects que d'en avoir beaucoup qui sont en train de racketter les populations. C'est vrai qu'aujourd'hui, les gens souffrent à cause des embouteillages. Mais entre deux maux, il faut choisir le moindre. Les nœuds, on trouvera des agents pour les dénouer; mais les rackets, il faut qu'on en mette un terme définitivement », a expliqué le porte-parole de la police le colonel Jules Monkala-Tchoumou.

C'est ainsi qu'il a demandé aux Brazzavillois de prendre leur mal en patience car, pour lui, la police est au courant de l'insuffisance des effectifs sur le terrain et déploiera d'autres agents pour couvrir tous les coins de la ville. Il a ajouté que l'organisation se poursuivra pour occuper rationnellement Brazzaville, avant d'aller réorganiser la circulation routière à Pointe-Noire et Dolisie. « Dans quelques jours, nous allons descendre à Pointe-Noire, qui travaille encore sous l'ancien



Le colonel Jules Monkala-Tchoumou

« système, pour donner de nouvelles tenues et numéroter les agents. Nous voulons d'une police au service de la population et non d'une police qui est contre cette population qui a beaucoup de problèmes. Déjà, les policiers sont payés avec les impôts de la population. Nous n'avons pas besoin que la population paie doublement, parce que l'argent que ces policiers prennent ne va nulle part si ce n'est dans leurs poches », a insisté Jules Monkala-Tchoumou.

Du non-respect du Code la route

Si du côté de la police l'un des objectifs principaux (mettre un terme au racket) semble être atteint, certains automobilistes foulent, quant à eux, au pied les règles élémentaires de la circulation routière. En effet, il n'est pas rare de voir passer un autocar transportant plus de passagers que prévu. L'insuffisance de policiers sur le terrain donne aux conducteurs de véhicules de transport en commun la possibilité de commettre parfois des infractions sans être in-

quiétés. Ils sont devenus à la limite des hors-la-loi.

« Si un automobiliste ne respecte pas le Code de la route, il va se faire prendre parce que le code reste le même. Il ne

faut pas que les automobilistes pensent qu'ils peuvent maintenant tout faire parce qu'il n'y a pas d'agent de police qui fait le contrôle. Même un policier qui n'est pas de l'unité de circulation routière, lorsqu'il constate qu'il y a une contravention qui a été commise ou un crime qui a été commis, il a l'obligation d'agir », a mis en garde le porte-parole de la police. Le colonel Jules Monkala-Tchoumou a, par ailleurs, appelé les automobilistes à ne pas se tromper et à ne pas considérer les agents de la régulation comme étant des demi-policiers. Ce sont des policiers à part entière qui, a-t-il rappelé, peuvent prendre l'auteur du délit ou de la contravention pour l'emmener au niveau des services habilités pour ouvrir une information judiciaire.

Rappelons que le directeur général de la police, le général Jean-François Ndenguet, avait assigné à la nouvelle unité de la circulation routière exclusivement des missions de régulation d'autant plus que celles de contrôle étaient réservées à une équipe spéciale qui devrait être mise en place.

Parfait Wilfried Douniama



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91-Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE	COUT
Managers : réussir ses entretiens annuels	3 jours	07 au 09 janvier 2015	350 000 FCFA
Assurer la fonction d'assistant (e) de direction: Perfectionnement	3 jours	14 au 16 janvier 2015	400 000 FCFA
Team building: Création et animation d'une équipe	3 jours	21 au 23 janvier 2015	350 000 FCFA
Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements	4 jours	27 au 30 janvier 2015	450 000 FCFA

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



PROMO DIABLES ROUGES

GAGNE AVEC LES DIABLES ROUGES

UN VOYAGE CHAQUE SEMAINE
POUR LA GUINÉE-ÉQUATORIALE

Recharge ta SIM airtel ou Warid ou participe
au Quizz et cumule des points

**Envoie gratuitement
FOOT au 139**



Cherif



airtel, sponsor officiel des Diabes Rouges



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'université Marien-Ngouabi paralysée par une grève

Tout est point mort dans les facultés et instituts de l'unique établissement public d'enseignement supérieur du Congo, depuis le 6 janvier. Pas d'enseignants, pas d'étudiants dans les salles de classe, pas de cours, la situation est inquiétante.

Comme au début de l'année dernière, toujours à l'appel de l'intersyndical composé du Syndicat national de l'enseignement supérieur (Synesup), du Syndicat national de l'université (Synalu) et du Sypenes, les cours sont perturbés à l'université Marien-Ngouabi. En effet, les grévistes reprochent au gouvernement, le non-respect de leur cahier de charge. Selon les informations recueillies auprès d'un enseignant à la Faculté des lettres et des sciences humaines (FLSH), le cahier de charge comprend quarante revendications, par-

mi lesquelles, la régularisation des salaires des agents et l'amélioration de leurs conditions de travail. Paradoxe, les meneurs du mouvement de grogne restent reticents vis-à-vis des médias. Ce qui complique la tâche des journalistes sur les vraies motivations des grévistes. Pour certains étudiants rencontrés ce 7 janvier, la situation n'est pas trop préoccupante pour les enseignants titulaires. C'est ainsi que la coordination de l'Union libre des élèves et étudiants du Congo (Uleeco) de la FLSH a demandé, à travers une déclaration, aux

étudiants de venir constamment faire les cours avec les enseignants titulaires de l'université. « Nous avons tenu une réunion tout à l'heure pour réclamer nos droits légitimes, c'est-à-dire le droit à l'éducation. Nous avons fait comprendre à nos collègues que si les concernés de la grève sont des enseignants vacataires, les titulaires peuvent faire cours, c'est pour cela que nous avons invité les étudiants à être présents dans les différentes facultés. Le problème phare pour ces enseignants, c'est le paiement de leurs salaires. Mais nous ignorons le nombre des mois impayés », a expliqué le coordonnateur de l'Uleeco, Christian Ombeli.

Fortuné Ibara

ATTENTAT À LA RÉDACTION DE CHARLIE HEBDO

Douze personnes tuées

Douze personnes ont été tuées mercredi matin dans l'attaque contre les locaux de l'hebdomadaire satirique français Charlie Hebdo dans le XIe arrondissement de Paris. Parmi les victimes figurent les dessinateurs Charb, Cabu, Wolinski et Tignous ainsi que le chroniqueur et économiste Bernard Maris, et deux policiers. Huit personnes ont été blessées, dont quatre grièvement.

Trois hommes habillés de noirs et gaulés ont pénétré à 11h30 dans les locaux du journal armés d'une kalachnikov et de fusils à pompe. Ils ont abattu un policier chargé de la sécurité avant de s'engouffrer dans les locaux, où se tenait la conférence de rédaction réunissant 15 personnes. Selon des témoins, une trentaine de coups de feu ont retenti au cri de « Allah akbar », prononcé par l'un des assaillants. Les hommes auraient pris la fuite à bord d'une voiture volée dans Paris en criant « Nous avons vengé le prophète Mahomet, nous avons tué Charlie Hebdo ». Ils auraient changé de véhicule Porte de Pantin et se seraient volatilisés. Les locaux de Charlie Hebdo étaient sous protection policière après des menaces violentes exprimées après l'affaire des Caricatures de Mahomet. En 2006, Charlie Hebdo avait publié une série de caricatures de Mahomet reprises du journal danois Jyllands-Posten. Ces dessins avaient déclenché des protestations dans des pays à majorité musulmane. Les mesures de sécurité sont aujourd'hui renforcées autour de Jyllands Posten.

En 2011, un incendie criminel avait ravagé les locaux de Charlie Hebdo.

Réactions dans le monde

« Un acte terroriste, sans aucun doute », a réagi immédiatement le président François Hollande qui s'est rendu en fin de matinée sur les lieux de l'attaque avant de dénoncer un acte « d'une exceptionnelle barbarie ». À Paris, le Premier ministre Manuel Valls a immédiatement relevé le plan anti-terroriste Vigipirate au niveau «Alerte attentats» pour l'ensemble de la région parisienne.

Le recteur de la Mosquée de Paris Dalil Boubakeur évoque à la radio une «déclaration de guerre fracassante». « Les temps ont changé, nous entrons dans une nouvelle période de cette confrontation... C'est un pan entier de notre démocratie qui est gravement atteint ». Des propos relayés par la chancelière allemande Angela Merkel qui dénonce «une attaque que rien ne peut justifier contre la liberté de la presse et d'opinion, un fondement de notre culture libre et démocratique.»

Hassen Chalgoumi, l'Imam de Drancy, a fait part de sa colère à l'égard des «criminels, des barbares, des satan» qui ont commis l'attentat rappelant que «leur haine n'a rien à voir avec l'Islam».

«La France, et la merveilleuse ville de Paris où cette attaque scandaleuse a eu lieu, sont pour le monde une référence intemporelle qui demeurera bien au-delà de la vision haineuse de ces tueurs», écrit Barack Obama dans un communiqué.

Le président russe, Vladimir Poutine, a dénoncé le terrorisme «sous toutes ses formes» après l'attaque, selon son porte-parole cité par l'agence de presse TASS.

Morgane de Capèle

JEUNES, HOMMES, FEMMES

Voulez-vous gagner de l'argent ou améliorer vos revenus ?

Intégrez alors, l'équipe de vente du quotidien

Les DEPECHEs DE BRAZZAVILLE

Contact : 84, Boulevard Denis Sassou mpila centre-ville
Téléphone : 532 01 09



Lieux de Ventes Brazzaville :
Point à l'Étape - Toutes les CAVES de la ville

Lieux de Ventes Pointe-Noire :
Cave

LUTTE CONTRE EBOLA

L'Afrique de l'Ouest lance un site Web de sensibilisation

La Guinée Conakry vient de mettre en place un outil numérique permettant aux malades ayant survécu à Ebola de se connecter.

Objectif : transmettre des conseils de santé publique et sensibiliser le monde des défis auxquels les malades sont encore confrontés après leur guérison.

L'outil est piloté par la première survivante guinéenne qui a raconté son histoire dans le cadre de la campagne #ISurvivedEbola. Les mises à jour de l'application apparaissent sur le site Web #ISurvivedEbola (<http://www.isurviveebola.org>). Lancé le 5 janvier, le site brosse l'historique des survivants d'Ebola dans les trois pays touchés par cette terrible maladie (Libéria, en Sierra Leone et Guinée). L'application mobile constitue la toute dernière composante de la campagne #ISurvivedEbola. Elle consiste également à réduire la stigmatisation à laquelle sont confrontées les personnes ayant survécu à cette terrible maladie. La campagne est financée par la société Vulcan Production de Paul G. Allen en réaction à la crise provoquée par Ebola en Afrique de l'Ouest.

Elle fait partie intégrante de l'initiative #TackleEbola (<http://www.tackleebola.com>) et de l'engagement pris par la Paul G. Allen Family Foundation pour lutter contre Ebola sous la forme d'une aide d'au moins 100 millions de dollars US. La campagne est mise en œuvre par PCI Media Impact en collaboration avec l'Unicef.

Dans le premier message via des applications mobiles par exemple, un ressortissant de la Guinée explique, « *Oui, j'ai survécu à Ebola grâce à l'aide et au courage des professionnels de la santé qui m'ont soignée. Et j'ai appris que, ensemble, nous pouvons vaincre ce virus et protéger nos familles ainsi que nos communautés* ».

En guise d'encouragement, le personnel de la campagne opérant en Sierra Leone et en Guinée fournit à chaque survivant ayant raconté son histoire un smartphone équipé de l'application leur permettant de transmettre des informations sur leur vie après la guérison.

« *La campagne est vraiment entrée dans une phase d'accélération, notamment dans les trois pays les plus touchés par l'épidémie d'Ebola* », a indiqué Sean Southey, PDG de PCI Media Impact. En outre, il a expliqué que l'équipe a commencé au mois de décembre avec le lancement de la campagne et la publication de la première vidéo de survivants en provenance du Libéria, puis des programmes radiophoniques éducatifs centrés sur Ebola au Libéria. La campagne a aussi publié la première histoire de survivants en provenance de la Sierra Leone.

« *Même si le traitement des patients Ebola revêt une dimension particulièrement critique, la meilleure façon de mettre fin à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest est de briser la chaîne de transmission de la maladie et de prévenir de nouvelles infections* », a souligné Rafael Obregon, chef du Groupe de la communication pour le développement de l'Unicef.

Signalons que depuis l'apparition de cette épidémie, il y a une véritable chaîne de solidarité internationale qui se manifeste autour des pays frappés par Ebola. Le 5 janvier, le président de la Mauritanie et de l'UA, Mohamed Ould Abdel Aziz, a apporté 400 mille dollars US à la Guinée dans le cadre de la riposte à Ebola.

Yvette Reine Nzaba

Des traitements anti-Ebola testés sur des volontaires en Afrique

Selon Médecins sans frontière (MSF), des patients contaminés par le virus ont commencé un traitement au brincidofovir dans un dispensaire de Monrovia au Liberia. C'est pour la première fois que de tels médicaments sont ainsi testés en Afrique contre la fièvre hémorragique.

Des organisations humanitaires ont administré depuis quelques jours des traitements expérimentaux contre la fièvre Ebola à des volontaires au Liberia et en Guinée. L'OMS a donné son feu vert à ces traitements au mois d'août 2014, mais il a fallu plusieurs mois pour les obtenir et en organiser la distribution. D'après les MSF, ces traitements au brincidofovir développés par le laboratoire de Caroline du Nord Chimerix, sont déjà disponibles dans un des dispensaires de la capitale Monrovia.

Pour le superviseur des essais cliniques de ces médicaments, Dr Jake Dunning de l'université d'Oxford, le traitement antiviral s'était révélé efficace en laboratoire sur des cellules infectées par le virus. « *nous ignorons encore son effet sur les*

humains. C'est pour cette raison que nous devons mener des essais cliniques », a-t-il renchéri.

De même en Guinée, l'un des pays les plus affectés, des essais ont également été réalisés dans deux centres de traitement contre le virus, notamment à Guéckédou et Nzerekore.

Pour l'heure, le médicament testé est l'Avigan, ou favipiravir, fabriqué par le laboratoire japonais Toyama Chemical. Il a été administré en décembre dans un hôpital suisse à un médecin cubain ayant contracté le virus en Sierra Leone. Il a survécu.

Isabelle Defourny, responsable de l'Alliance pour l'action médicale internationale, a souhaité que ce traitement permette de faire baisser le taux de mortalité, actuellement de 60%. Par ailleurs, le groupe phar-

maceutique américain Johnson & Johnson a lancé le 6 janvier dernier, la phase test de son vaccin contre la fièvre hémorragique Ebola. Après la Russie, le Canada et le Japon, c'est au tour des Etats-Unis de se lancer dans la course au vaccin contre la fièvre Ebola. L'épidémie qui gangrène l'Afrique de l'Ouest, et en particulier la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, a déjà fait plus de 8 000 morts. Cette fois-ci, c'est le groupe Johnson & Johnson qui est à l'initiative de ces essais cliniques. Les tests de phase 1 menés sur 72 volontaires, sont effectués sous le contrôle des experts du département de pédiatrie de l'Université d'Oxford. Le recrutement des candidats est encore en cours et devrait être achevé à la fin du mois de janvier, car ces essais humains visent à vérifier la sûreté et la tolérance du vaccin. Durant toute l'année 2015, le laboratoire a promis de fournir deux millions de doses.

Fiacre Kombo (Stagiaire)

ECONOMIE MONDIALE

La France perd sa place de cinquième puissance

C'est à la Grande-Bretagne que revient désormais la cinquième place économique mondiale. Selon la Commission européenne, au cours de l'année 2014, le Produit intérieur brut (PIB) anglais a connu une croissance de 3%, soit une augmentation de 98 milliards d'euros. Un PIB supérieur à celui de la France qui a stagné à 0,4%, soit une légère augmentation de 20 milliards d'euros.

L'annonce, mardi 6 janvier, de ces prévisions économiques, est un vrai revers pour la France et son économie. D'après la Commission européenne, en 2014, le PIB britannique a connu un essor considérable avec 98 milliards d'euros. Un PIB nettement supérieur à celui enregistré par la France, avec 2.232 milliards d'euros au cours du premier semestre de la même année et 2.134 mil-

liards au titre du deuxième semestre. Un record pour le PIB anglais qui était inférieur à 97 milliards d'euros, en 2013, soit 2.017 milliards d'euros. Il est en augmentation par rapport à celui de la France situé à 2.114 milliards d'euros au cours de la même année.

Ces récents chiffres publiés par la Commission européenne classent désormais la France au 6^e rang mondial, au profit du Royaume-Uni, derrière les Etats-Unis, la Chine, le Japon et l'Allemagne. La perte de cette 5^e place s'annonce comme une triste nouvelle pour le président français, François Hollande, qui dans son récent message de vœux aux Français se targuait de celle-ci : « *la France est un grand pays, elle est la cinquième puissance économique du monde* ».

Il faut dire que plusieurs indicateurs économiques s'affichaient positivement depuis un certain temps, en faveur des

Anglais, au détriment de la France. Lesquels indicateurs montraient entre autres, que le taux d'inflation britannique était en hausse, dans l'ordre de 1,5 %, entraînant ainsi une augmentation substantielle de 30 à 40 milliards d'euros.

S'est ajoutée, également, la revalorisation de la livre sterling, de 5,4 % vis-à-vis de l'euro. Ce qui a permis de gonfler le PIB anglais jusqu'à 126 milliards d'euros.

Toujours à en croire la Commission européenne, la France n'a bénéficié seulement que d'une croissance de 0,4 %, et d'une inflation du même ordre, soit un PIB nominal de 20 milliards d'euros à peine.

Il faut rappeler que c'est pour la première fois, depuis 1973, que le Royaume-Uni détrône économiquement la France.

F.K.



le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

● Acer Aspire E1-570



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 479.000 TTC

● Acer Celeron (Couleur Rouge)

● Acer Celeron (Couleur Grise)



Spécificités

- * Intel Celeron Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 265.000 TTC

● Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 259.000 TTC



Gratuit

Avenue Alphonse Fondère, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratch-cg.com - Web: www.terratch-cg.com

COOPÉRATION

La Chine, au chevet de la Russie

La Chine vient de décider d'assister financièrement la Russie, comme elle l'a fait avec les pays d'Amérique du sud, le Venezuela et l'Argentine. Ce qui indiquerait, à en croire William Pesek de Bloomberg, la fin du système de Bretton Woods et du rôle des Etats-Unis comme « clé de voûte de ce système ».

« La Chine a consenti à prêter 24 milliards de dollars à la Russie, elle a permis au président russe Vladimir Poutine de consolider son pouvoir, écartant ainsi la possibilité d'une diversification du pays, bien trop spécialisé sur ses ressources pétrolières, alors que celle-ci s'avère nécessaire », a fait savoir William Pesek qui pense par ailleurs, qu'à cette allure des institutions financières telles, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) ou la Banque asiatique de développement (BAD), n'auront plus raison d'exister. En effet, depuis plus d'une décennie, la Chine peaufine sa stratégie pour devenir un pays prêteur sur la scène internationale. Sa présence au sein de ce cercle réduit, où le FMI et la BAD occupent la part la plus importante, peu enclin à revoir leurs méthodes et leurs visions, va modifier les enjeux financiers et la politique des prêts.

William Pesek explique les motivations de la Chine : « lorsqu'elle décide de prêter de l'argent à un pays en difficultés, elle ne se soucie pas des mesures qu'il compte prendre pour résoudre ses problèmes économiques, ni de l'efficacité de son système fiscal ou du niveau de ses réserves. Ce qui compte pour elle, c'est de s'en faire un allié loyal ». Il prédit donc des redites en 2015. Le contexte géopolitique et économique s'y prêtent d'ailleurs.

Contrairement à la BM, le FMI et la BAD, la Chine ne pose pas de contraintes pour l'octroi de ses prêts, ce qui rend son offre bien plus attractive que celles de ces organismes, argumente William Pesek, qui marque une certaine inquiétude sur l'intervention de l'argent chinois sur des pays comme le Soudan ou le Zimbabwe. Toutefois, il reconnaît que « le nouveau rôle de secouriste des pays en difficultés de la Chine pourrait avoir un effet bénéfique et forcera le FMI, la Banque Mondiale et la BAD à revoir leurs méthodes d'intervention pour qu'elles soient mieux adaptées aux nouvelles réalités économiques ». Puis il conclut en se démarquant : « mais plus vraisemblablement, il aura pour effet d'encourager de mauvaises pratiques politiques et d'entraver le développement économique au détriment du monde entier ».

Noël Ndong

TRAQUE CONTRE LA LRA

L'un des chefs rebelles du mouvement se serait rendu

Dominic Ongwen l'un des cinq chefs de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) recherché par la CPI s'est rendu aux forces américaines en poste en République centrafricaine, a annoncé le 6 janvier, le Département d'Etat américain. L'identité de l'homme se présentant comme ce chef rebelle est en cours de vérification.

La porte-parole du Département d'Etat, Jen Psaki a indiqué le même jour que « des efforts étaient en cours pour établir de façon positive et complète l'identité de l'homme qui s'est présenté aux forces américaines au nom de Dominic ». Elle a ajouté que si cette défection se confirme, « elle constituerait un coup historique contre la structure de commandement de la LRA ».

En mars de l'année dernière, le président Barack Obama avait envoyé environ 150 soldats supplémentaires en Ouganda et, au moins, quatre avions militaires CV-22 pour traquer les chefs de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), dont Joseph Kony leur leader ainsi que leurs hommes. Ces conseillers militaires américains sont présents en RCA pour aider à pourchasser les chefs de la LRA. Le chef de l'exécutif américain avait déjà envoyé une centaine de forces spéciales dans la région en 2011. Jusqu'à présent, ces soldats aidaient les 5.000 membres de la

force conjointe de l'Union africaine (UA), chargée de pourchasser les rebelles de la LRA. Depuis quelque temps, Washington a mis à prix la tête de Joseph Kony et d'autres chefs de son mouvement. Pour ce qui concerne Dominic Ongwen, les Etats-Unis ont notamment annoncé qu'ils offriront une récompense de 5 millions de dollars pour toute information permettant sa capture. Tout comme d'autres chefs de la LRA, il est recherché par la Cour pénale internationale qui l'accuse de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. La recherche se concentre sur la jungle aux frontières de la République centrafricaine (RCA), de la République démocratique du Congo (RDC) et du Soudan du Sud. D'après le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale, Abou Moussa, Joseph Kony se déplace régulièrement dans la région boisée frontalière au Soudan du Sud et à la RCA. « Joseph Kony peut être

dans Kafia Kingi aujourd'hui, demain il sera dans d'autres parties de l'Afrique centrale, ou ailleurs. Il a peut-être été aperçu, mais cela ne veut pas dire qu'il y est en permanence. Il se sait surveillé », avait-il souligné au sujet du leader de la LRA, ajoutant que ce chef rebelle est traqué « chaque jour ». La LRA est accusée d'avoir tué et kidnappé des dizaines de milliers de personnes à travers 4 pays africains (Ouganda, Centrafrique, République démocratique du Congo, Soudan du Sud) sur les trente dernières années. Joseph Kony avait d'abord mené une guérilla brutale contre le gouvernement ougandais pendant près de deux décennies avant de s'enfuir en 2005 avec ses combattants dans les jungles de l'Afrique centrale. Le groupe avait ensuite combattu le gouvernement congolais pendant deux décennies et changea de stratégie en opérant dans la brousse et en attaquant des villages isolés. L'ONU estime à plus de 100.000 le nombre de personnes qui ont déjà été tuées et 60 000 enfants enlevés par la rébellion de Joseph Kony depuis 1987 en Afrique centrale.

Nestor N'Gampoula

PUBLI-REPORTAGE

André Guy Edmond Loemba réagit au message de vœux du président de la République

André Guy Edmond Loemba, administrateur maire de l'arrondissement 3 Tié-Tié de la ville de Pointe-Noire, a jugé concis, claire et net le message de vœux du président de la République Denis Sassou Nguesso, adressé à la Nation le 31 décembre 2014. Se disant satisfait du discours il a estimé qu'il fallait soutenir le chef de l'Etat dans sa démarche de préservation de la paix dans le pays.

C'est point par point (changement de la constitution, élection présidentielle 2016, problème de l'emploi, eau, électricité...) que le maire de Tié-Tié a décortiqué le discours du président tout en relevant les aspects positifs qui contribuent à la bonne marche du pays vers le développement, un développement qui passe par le travail et ne peut se faire que dans la paix. Parmi les aspects épinglés figure celui lié à l'augmentation du point d'indice pour les agents de l'Etat qui est passé de 225 à 250. «Aujourd'hui le prix des produits a augmenté sur le marché il faut bien que la poche du congolais puisse suivre ces mutations. Le président en bon observateur de la vie de la population a tenu à relever le point d'indice», a-t-il dit.

Le maire approuvé la démarche du président de la République de préserver le niveau d'augmentation des investissements publics et encourager les investissements privés pour régler les problèmes de l'emploi dans le pays. Il a indiqué : « Le chômage pourra constituer dans les prochains jours une bombe sociale, le président en homme averti a perçu ce danger ». Autres points relevés c'est le règlement de l'épineux problème de transport public à Pointe-Noire et à Brazzaville avec la création de deux sociétés des transports publics urbains cette année, la construction de 12 hôpitaux

général dans chaque département du pays. A ce sujet il a confié : «A Pointe-Noire, l'hôpital général se construit à l'intersection entre les arrondissements 3 Tié-Tié et 6 Ngoyo. Nous pouvons vous rassurer que les travaux vont bon train.»

Il y a aussi des avancées en matière d'approvisionnement en eau potable avec le projet « Eau pour tous » qui a permis la construction dans les zones rurales d'un grand nombre de forages d'eau. Pour ce qui est des problèmes d'électricité le maire a indiqué qu'ils trouveront des solutions courant 2015. « Le président de la République n'a pas dit qu'en 2015 les délestages vont disparaître complètement mais ils seront atténués parce qu'on va mettre des moyens pour régler les problèmes d'électricité par l'acquisition des transformateurs et de nouveaux câbles et ceux de l'eau » a précisé le maire qui s'est dit satisfait du fait que le président de la République ait placé dans les priorités de l'année 2015 les questions liées à la sécurité sociale notamment : l'éducation, la santé et le bien être sociale.

Pour ce qui concerne la question du changement ou non de la constitution, Guy Edmond Loemba a estimé que le chef de l'Etat a été clair dans son discours : « Le président de la République en sa qualité de chef de l'Etat a laissé libre cour aux débats sur le changement ou non de la constitution. Il nous engage à la consultation populaire dans l'éventualité où la classe politique ne parvenait pas à s'accorder sur la question. Quoi de plus démocratique que de repartir vers le souverain primaire. » S'agissant de l'appel du président au travail, il a indiqué : « Notre travail se focalise sur l'industrialisation et la modernisations du pays. Pour donner l'emploi il faut bien qu'on construise des

industries et des entreprises. Mais au centre c'est le travail et le Président de la République a raison de nous y inviter car les pays qui sont sortis du sous développement se sont focalisés sur le travail. On peut citer la Chine qui est aujourd'hui la deuxième puissance économique mondiale après les Etats unis. Il faut que les congolais parviennent aussi à la compréhension que le travail est à la base du développement et qu'il assure l'indépendance. » Pour ce qui est des élections présidentielles de 2016, Guy Edmond Loemba estime que la priorité doit être donnée au travail : « L'élection présidentielle c'est en 2016. Si nous ne travaillons pas nous ne pouvons pas organiser les élections présidentielles parce que cela demande des moyens. Il faut qu'on se mette d'abord au travail », a-t-il dit. Rappelant que les questions de paix, sécurité, tranquillité et stabilité occupent une très grande place dans le discours du président de la République, le maire a confié : « Le président est revenu sur le bannissement du désordre et des violences qui compromettent la paix dans le pays. Pour nous qui sommes nés dans les années 60 et 70, qui avons vécu les guerres civiles des années 90, nous nous retrouvons entièrement dans les craintes du chef de l'Etat quand il dit : "Nous en connaissons l'enchaînement car nous avons vécu dans notre chaire et dans notre âme des atrocités issues de ces enchaînements". Aujourd'hui nous entendons des voix s'élever ici et là prônant la menace de la paix. Nous ne saurons l'admettre et nous ne serons en aucune manière à la solde de toute puissance étrangère qui viendrait mettre à mal la souveraineté du Congo. Les problèmes des congolais doivent être réglés par les congolais comme le chef de l'Etat l'a signifié dans son



discours». Il s'est réjoui de l'engagement pris par ce dernier de tout faire pour que rien ne viennent compromettre la paix, la tranquillité et la stabilité : « C'est une très bonne chose parce qu'aujourd'hui personne ne peut dire que la paix fait du bien seulement à ceux de l'opposition, ceux de la majorité ou ceux de la société civile. La paix est fondamentale pour tout humain. C'est quand même curieux que nous ne réalisons le bien fondé de la paix que quand on l'a perdu. Mais faisons de sorte que ne puissions perdre cette valeur de la paix parce que cela nous retarde sur tous les plans. On peut parler de la démocratie, du travail, de l'économie, mais si nous n'avons pas de paix nous ne pouvons pas travailler, ni promouvoir l'économie, ni faire des élections ni même dormir dans nos maisons donc la paix est au centre de la vie de l'homme. Si nous n'avons pas la paix nous ne pouvons pas avancer ni construire notre pays. Le président est revenu sur cela avec beaucoup d'insistance. Nous devons le soutenir dans cette démarche de préservation de paix dans le pays. Il faut que nous soyons tous interpellés par cet aspect. » Pour conclure, André Guy Edmond Loemba a invité la population de Tié-Tié à intérioriser cette valeur de paix et à contribuer à la préservation de la paix dans l'arrondissement et le pays afin que chacun tranquillement à ses occupations.

BANGUI

La participation de Djotodia et Bozizé au forum de Bangui divise la classe politique

Au moment où la tenue du forum de Bangui se précise, naît le débat sur la participation ou non à cette rencontre des anciens chefs d'Etat François Bozizé et Michel Djotodia. Sur la question, les forces vives de la nation sont partagées.

François Bozizé et Michel Djotodia doivent-ils participer au forum de Bangui ? Certains leaders pensent que ces deux personnalités n'ont pas le droit de prendre part à cette rencontre tandis que d'autres estiment que leur présence est capitale pour comprendre les raisons réelles de la crise.

Pour Joachin Rainaldy Sio-ké, président de l'Alliance des forces démocratiques pour la transition (AFDT) et premier vice-président du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC), ce n'est pas parce qu'il faut aller vers un forum inclusif que l'impunité doit être tolérée. Ce dernier considère la participation de François Bozizé et Michel Djotodia à ce forum comme une consécration de l'impunité, « François Bozizé et Michel Djotodia présents au forum de Bangui, signifierait que nous avons décidé une fois de plus de consacrer l'impunité dans ce pays. Pour nous, il n'est plus possible de tolérer et d'encourager l'impunité ».

Gaston Mandata Nguerekata, président fondateur du Parti pour la renaissance centrafri-

caine (PARC) et candidat déclaré à la présidentielle de 2015 est plus radical. A propos de la participation de Michel Djotodia, le candidat Nguerekata affirme : « Michel Djotodia, c'est le chef de la Séléka, c'est lui qui a amené avec lui cette crise que nous connaissons depuis décembre 2012. Quant à François Bozizé, le président du PARC pense que c'est lui qui a fait le lit à la Séléka. Il est aussi responsable de plusieurs crimes dans ce pays. » Et d'ajouter, « la place de ce monsieur est en prison ».

Au nombre des leaders s'étant opposés à la participation des deux anciens chefs d'Etat, nous citons le président du MLPC, Martin Ziguelé, qui l'a affirmé lors d'une interview accordée à nos confrères de Jeune Afrique. Si certains leaders s'opposent à la présence de Michel Djotodia et de François Bozizé au forum de Bangui, d'autres pensent que la présence de ces deux anciens chefs de guerre est essentielle dans la recherche d'une solution à la crise actuelle.

Dans un communiqué de presse publié, le Parti africain pour la transformation radicale et l'inté-

gration des États (P.A.T.R.I.E) s'est opposé à l'idée de la mise à l'écart de ces deux anciens chefs d'Etat. Pour le parti de l'ancien ministre d'Etat, Crépin Mbolli-Mgouba, la présence de Michel Djotodia et de François Bozizé est capitale. Ce parti pense que leur participation permettra d'aller au fond de la crise et de la comprendre.

Dans une publication faite sur le site Centrafrique Libre, Octave Ngakoutou, opérateur économique et président de l'ONG Humanplus a appelé à la participation Michel Djotodia et François Bozizé à la rencontre de Bangui. Pour ce leader d'opinion, la présence de ces deux anciens chefs d'Etat permettra de faire la lumière sur ce qui est arrivé afin de relancer la République Centrafricaine.

François Bozizé, président de la République Centrafricaine de mars 2003 à mars 2013, est officiellement en exil. Il est signalé dans plusieurs pays, ces derniers temps.

Michel Djotodia, président centrafricain entre mars 2013 à janvier 2014, est officiellement en exil au Bénin, pays d'origine de sa femme. Ce dernier est aussi signalé dans plusieurs autres pays. Ces deux anciens chefs d'Etat sont sous sanction de l'ONU.

BERBERATI

Tentative d'évasion à la prison centrale

Des détenus de la maison d'arrêt de Berberati (ouest) ont tenté de s'évader dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier. Ils ont été empêchés par les éléments de la garde pénitentiaire.

Les mauvaises conditions de vie dans la prison sont la raison évoquée par ces prisonniers. D'après le régisseur de cette prison, François Kopplimet, les détenus ont percé les murs de la maison d'arrêt, une issue qui devrait leur permettre de s'en fuir la nuit de la Saint Sylvestre. « Ils ont été empêchés après que les éléments de garde qui faisaient la ronde ont découvert le trou qu'ils ont fait dans le mur », a-t-il dit.

« Les circonstances de cette tentative s'expliquent par nos conditions de détention très déplorables. C'est pour cela que nous voulons nous échapper pour aller fêter comme toute autre personne. Car nous avons aussi des droits », a expliqué un des détenus.

François Kopplimet a reconnu les difficiles conditions de vie de ces prisonniers. Selon lui, les conflits qui ont entraîné le dysfonctionnement des services de l'Etat sont la principale cause des difficultés des prisonniers. Suite à cet incident, l'ONG ICDI, présente dans la ville de Berberati, envisage de réhabiliter la maison d'arrêt.

BOSSANGO

Les résultats du Bac sont catastrophiques pour les élèves de la ville

Les résultats du Baccalauréat, session de 2013-2014 à Bossangoa (nord), ont été déplorables aussi bien pour les parents que pour les élèves eux-mêmes. Sur 97 candidats inscrits, 77 ont composé et 5 ont reçu leur parchemin. Ce résultat a été évident pour les parents et les enseignants, selon le proviseur du lycée.

Emile Bissaolo, proviseur du lycée moderne de Bossangoa, a expliqué que la plupart des candidats ont préparé les examens dans la brousse, sous la peur et la psychose. « Nous avons cru qu'il n'y aurait pas de baccalauréat à Bossangoa. S'il y a cinq admis, c'est une chose qui nous interpelle tous », a affirmé le proviseur.

« Nous avons récolté ce que nous nous avons semé. La destruction des tables-bancs, des exactions, le manque de liberté d'expression, l'insécurité grandissante dans la localité, sont autant de situations qui ne peuvent favoriser la réussite des enfants », a-t-il relevé.

Ruth Nganawara, présidente sous-préfecturale des parents d'élèves, a également souligné les conditions tragiques dans lesquelles les candidats au baccalauréat ont préparé les examens de cette année. « Sur 77 candidats, 5 seulement ont décroché leur diplôme. Ce résultat est insignifiant. Nous sommes conscients de cette défaillance liée à la crise, dont les co-auteurs seraient entre autres, la population elle-même », s'est indignée la présidente des parents d'élèves.

Elle a par ailleurs ajouté que « le nombre d'admis de cette année, nous a permis de réfléchir et d'envisager une solution adéquate, afin d'obtenir un résultat satisfaisant en 2015 ».

La rentrée scolaire 2014-2015 est prévue pour le 10 janvier 2015 à Bossangoa. La plupart des enseignants ont regagné leur poste, mais les locaux de l'établissement secondaire restent encore dans l'insalubrité.

Source : Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme

BAMBARI

Un braquage des anti-balaka fait 5 morts et 7 blessés

Après les affrontements signalés le mois entre les combattants de l'ex-Seleka et les Anti-Balaka, un autre cas de violence est signalé le 06 janvier dans le chef-lieu de la Ouaka. Selon les sources locales, il s'agit d'un cas de braquage perpétré par un groupe des éléments armés présumés être des Anti-Balaka, qui s'est soldé par un drame : 5 morts, 7 blessés et deux maisons incendiées.

D'après plusieurs sources concordantes, le braquage d'un jeune homme en provenance de Kouango, par le commandant de zone des

Anti-Balaka de Bambari et ses éléments est à l'origine de ce drame. Ils ont pris sur le jeune homme une somme de 150000 francs CFA, 150 kilogrammes de graines de café, et une moto.

Informé de la situation, un autre groupe des Anti-Balaka venu de Bangui, a encerclé le campement de Kidigra là où résident le commandant de zone et ses éléments. Les échanges de tirs se sont fait entendre dans le secteur, entre ces deux groupes des Anti-Balaka. Le bilan provisoire est de 5 morts, dont 2 Anti-Balaka et 3 personnes

civiles. Il y a également des blessés qui sont admis à l'hôpital de Bambari pour des soins. On signale aussi que deux maisons ont été incendiées.

Une situation qui inquiète la population qui ne se retrouve plus dans l'état actuel d'insécurité qui selon elle est plus élevé. Elle se dit fatiguée par les peulhs armés qui les terrorisent en même temps que les Anti-Balaka.

La ville de Bambari, reste le théâtre des affrontements armés, malgré la présence des forces internationales, notamment la Sangaris.

BATANGAFO

La Séléka massacre 6 personnes

Six personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées sont admises à l'hôpital de Batangafo, suite à des attaques menées dans les villages Mbali et Mengue par des seléka peulhs. Selon un témoin joint à Batangafo, l'attaque du village Mbali par des hommes armés a fait 5 morts. Le 4 janvier dernier, c'est

le tour du village Mengué situé à environ 7 km de la ville d'être attaqué. Le bilan fait état d'une personne tuée et plusieurs blessés admis à l'hôpital de Batangafo pour des soins.

Le village Kolo a également payé de lourd tribut, une femme accusée de sorcellerie par sa coépouse a été enterrée

vivante avec son enfant par les anti-balakas d'après un témoin. Désespérés, les habitants de ces localités lancent un appel aux autorités et aux forces onusiennes de leur venir à la rescousse. Ces cas s'ajoutent à ceux des villages Gbanto, Bomia et Ngoumbo, incendiés par des peulhs armés.

FESTIVAL MANTSINA SUR SCÈNE

Dieudonné Niangouna dresse le bilan de l'édition

La 11^e édition du festival de théâtre Mantsina sur scène a eu lieu du 10 au 30 décembre à Brazzaville. Pendant vingt-et-un jours, cinéastes, comédiens, danseurs et musiciens ont mis ensemble leurs créations et leurs performances afin de faire vivre l'art dans tous ses états. Au terme de cette édition Dieudonné Niangouna, Directeur artistique du festival, s'est dit satisfait de l'édition malgré quelques difficultés.

Pour le directeur artistique du festival, cette onzième cuvée placée sur le thème « Entre scène et cinéma » a été une réussite de l'accomplissement du projet pensé. Cette édition a permis aux artistes de circuler entre deux univers à travers les lectures, des représentations théâtrales et dansantes. « Le public a eu une belle écoute en suivant les films au village du festival et il a jubilé et réfléchi par rapport à ce qu'on lui a montré comme projection cinématographique documentaire, comme fiction. il y a eu accomplissement d'un geste. Nous avons vu comment nous pouvons chercher à accompagner un certain nombre d'initiatives ».

Par ailleurs des manquements ont été remarqués, notamment ceux liés au manque de spectateurs lors de représentations dans les différents sites, et aus-

si ceux relevant du manque de moyens financiers créant frustration et gêne lors du paiement des cachets des artistes. « Nous n'avons pas été aidés par les institutions étatiques du Congo et cela crée des frustrations, des gênes au niveau logistique pour nous permettre de donner le fleuron de nos gestes artistiques à nos compatriotes et aux étrangers qui viennent au festival. Mais en même temps, il y avait une réelle volonté et un réel partage. On a poussé le souffle à l'extrême et nous avons tenu le rendez-vous du public ».

Un hommage a été également rendu aux rencontres itinérantes des arts du langage et de la parole que dirige le conteur Abdon Fortuné Koumbha, compagnon de lutte de Dieudonné Niangouna et co-fondateur du festival Mantsina. « Avec Ab-

don Fortuné Koumbha nous avons créé ensemble ce festival parce que nous nous partageons les mêmes idées et le même combat lié à la formation, la création, la production et la diffusion pour que l'art soit . fêter les dix ans de mon festival, c'est lui rendre un hommage parce que nous nous partageons les mêmes conteurs et comédiens, les mêmes espaces et les mêmes rêves ».

Au cours de cette édition les festivaliers ont jeté un regard croisé sur le théâtre et le cinéma car on ne peut plus penser au théâtre sans penser à l'impact de l'image et de l'écran dans nos vies. « Cette génération des jeunes artistes que nous sommes est à la fois dans le théâtre et le cinéma et traverse les deux univers sans un complexe donné. Et nous le faisons avec une aisance incroyable sans confondre et



Dieudonné Niangouna

dire que c'est la même chose car nous nous battons pour la grandeur de nos identités culturelles par des gestes artistiques de création. je me suis dit qu'il fallait faire une édition pour être ni en jugement ni en critique mais en osmose avec ces deux facteurs ».

La prochaine édition de ce festival qui célèbre le théâtre dans toute sa diversité aura lieu du 10 au 30 décembre 2015

à Brazzaville et sera dédiée à l'écrivain Sony Labou Tansi pour marquer le vingtième anniversaire de sa disparition. Un hommage lui sera rendu pour son travail. « L'engagement de Sony et son héritage ou son contre héritage exigent une critique de regard et de pensée à partir des formes d'expression dont nous allons accoucher », a conclu Dieudonné Niangouna.

Hermione Désirée Ngoma



Le Groupe BGFI Bank
vous présente
ses meilleurs voeux
pour l'année 2015.

Bénin - Cameroun - Congo - Côte d'Ivoire - France - Gabon - Guinée Equatoriale
Madagascar - République Démocratique du Congo - São Tomé & Príncipe



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

ENJEUX POLITIQUES

Dix membres de l'opposition interpellés par la police

Ces personnalités ont été arrêtées le 6 janvier pendant qu'elles distribuait à la population des invitations à un meeting prévu pour le 11 janvier à l'ouest de Kinshasa.

Plus les échéances électorales se rapprochent, plus la scène politique congolaise devient agitée. Chaque jour qui passe est toujours porteur de nouveaux faits politiques, les uns aussi inaccoutumés que les autres. Le dernier en date est celui de l'interpellation d'une dizaine d'opposants représentant des partis d'opposition au quartier Kingasani dans la commune de Kimbanseke. D'après la Voix des sans-voix (VSV) qui est parmi les premières ONG à informer l'opinion sur ce qu'elle qualifie d'enlèvement, ces personnalités de l'opposition auraient été arrêtées en pleine journée et jetées à bord d'une jeep de la Police nationale congolaise alors qu'elles distribuait à la population des invitations à un meeting de l'opposition politique prévu pour le dimanche, à l'esplanade du terrain du stade des Martyrs de la Pentecôte de Kinshasa. Le Pr Kalele Ka-Bila et Jean-Félix Senga respectivement président du Front pour un nouveau type de congolais et secré-

taire général de l'Ecide compte parmi les personnes enlevées, à en croire le communiqué publié le même jour par la VSV.

Les opposants arrêtés ont été, d'après le coordonnateur de la plate-forme Sauvons le Congo Martin Fayulu, acheminés au camp Kokolo où ils ont été retenus pendant plus de six heures avant d'être relâchés en fin de journée. Au niveau des responsables de la police, l'on fait savoir que la démarche rentrait dans le cadre de la mission régaliennne qui leur est confiée, celle de veiller à la sécurité des personnes et de leurs biens. Dans le cas d'espèce, il s'est agi d'interpeller brièvement quelques personnes qui jetaient des tracts appelant à un meeting. « *Quoi de plus normal que de chercher à connaître leurs motivations* », argue-t-on.

Notons que le meeting que compte organiser l'opposition le 11 janvier a pour objet « *d'informer la population sur l'état de la Nation, réitérer leur opposition à la révision de la Constitution et enfin demander le rejet en bloc de l'Office national d'identification de la population* ».

Alain Diasso

TRAQUE DES FDLR

Pas avant mi-janvier 2015

Les présidents des pays d'Afrique australe doivent se rencontrer les 15 et 16 janvier à Luanda pour décider des suites à donner au problème posé par l'absence de progrès dans le désarmement des FDLR.

Depuis l'expiration le 2 janvier de l'ultimatum lancé par les États de la région des Grands lacs aux combattants des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) pour déposer les armes, force est de constater que l'objectif n'a pas été atteint. Seuls environ 350 rebelles hutus rwandais ont, en effet, déposé les armes sur un effectif de plus d'un millier d'unités que compose cette force rebelle. Depuis juin que cette action a débuté, il n'y a pas eu un nombre significatif de redditions supplémentaires, a constaté la Monusco qui s'attelle maintenant à engager des opérations militaires de concert avec les Fardc. D'après le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric, la Monusco a déjà « *prépositionné des troupes et des équipements pour soutenir des opérations offensives contre les FDLR, en conformité avec son mandat* ».

Un plan militaire conjoint serait même en voie d'être appliqué sur le terrain contre les FDLR. Toutefois, les choses ne seront pas aussi simples qu'elles paraissent, se convainc-t-on à la Monusco où l'on réclame de plus en plus une straté-

gie globale pour mâter les rebelles hutus rwandais qui sont dispersés dans l'est de la RDC. Ce qui fait croire que l'opération prendra du temps pour aboutir. Entre-temps, les FDLR continuent de déplorer qu'aucune solution concrète ne leur soit proposée si ce n'est leur cantonnement à vie dans un camp militaire à Kisangani. La direction du mouvement se dit prête à envoyer dans un avenir proche un autre contingent de ses combattants prêts à se rendre à condition que Kigali accepte d'initier un dialogue politique inter rwandais afin de sceller la réconciliation entre fils et filles du Rwanda.

À tout prendre, rien n'augure un début de l'opération conjointe Fardc-Monusco dans un avenir proche au regard des préalables qui se posent. Une réunion des présidents des pays d'Afrique australe devrait d'ailleurs se tenir entre les 15 et 16 janvier à Luanda pour décider des suites à donner au problème posé par l'absence de progrès dans le désarmement des FDLR. En attendant la tenue de cette rencontre qui décidera des mesures appropriées à prendre pour gérer la question FDLR, rien pour l'instant ne présage l'amorce de la traque des FDLR d'ici là. En tout cas pas avant mi-janvier, s'accorde-t-on dans les milieux intéressés.

A.D.

ONU

La réduction des effectifs de la Monusco en marche

Malgré la persistance des rébellions dans l'Est, le secrétaire général de l'ONU veut priver cette force d'environ 10 % de ses effectifs.

Le processus de réduction des effectifs de la Monusco vient d'être relancé à la faveur d'un rapport transmis au Conseil de sécurité dans la perspective du renouvellement du mandat de la Mission onusienne en mars 2015. Là-dessus, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, est monté le 6 janvier au créneau pour insister sur le caractère salubre de la réduction des effectifs de la force onusienne déployée en RDC à hauteur de 10%. Il est donc recommandé à la Monusco, selon l'esprit de sa requête, de se priver du service de 2000 hommes. D'après le secrétaire général de l'ONU, son projet vise à rendre la force onusienne « *plus efficace dans l'accomplissement de son mandat* » avec un effectif réduit mais plus réactive. Il s'agit plus concrètement de transformer la Monusco en « *une force plus mobile et plus agile, capable de prévenir ou de répondre rapidement à des crises* », notamment par la mise en place d'unités rapidement déployables.

Toutefois, en raison de l'importance que revêt la Brigade spéciale d'intervention de la Monusco, forte de 3000 hommes destinés à combattre et à neutraliser les forces négatives à l'est du pays, Ban Ki Moon a toutefois plaidé pour la prolongation d'une année supplémentaire de cette unité d'exception tout en appelant à sa restructuration afin de la pousser à jouer un rôle plus actif dans la protection des civils.

Rappelons que l'exigence de la réduction des effectifs de la Monusco s'inscrit dans le cadre de la stratégie de sortie de cette mission en RDC tel que contenue dans la résolution du Conseil de sécurité ayant renouvelé son mandat pour un



Ban Ki Moon

an en avril 2014. Les contraintes budgétaires expliquent cette décision étant entendu que la mission de l'ONU au Congo est l'une des plus chères au monde. Un milliard et demi de dollars sont débloqués chaque année et ce, depuis une quinzaine d'années, pour 22000 personnes déployées - civils et militaires. Ce qui a amené les principaux bailleurs de fond, la Grande Bretagne et les États-Unis à faire pression pour la réduction des effectifs de la Monusco espérant que cela aura une incidence sur la facture trop salée à laquelle ils sont assujettis depuis plusieurs années déjà.

A.D.

MLC

Eve Bazaïba a présenté les documents légaux de sa désignation

La nouvelle secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo (MLC) contredit, par ce geste, les allégations de ceux qui continuent à s'opposer à sa nomination.



Eve Bazaïba.

Les documents présentés le 6 décembre par la députée Eve Bazaïba portent la signature du président du Mouvement de la libération du Congo (MLC), Jean-Pierre Bemba, ainsi que la mention du complexe pénitentiaire de La Haye. Ces documents la désignent à ce poste de secrétaire général querellé depuis décembre.

La nouvelle secrétaire générale du MLC a ainsi ré-

agi à des accusations selon lesquelles elle ne disposait d'aucun document légal la nommant à ce poste et qui continuent à reconnaître un autre député, Thomas Luhaka, devenu depuis décembre vice-Premier ministre et ministre en chargé des

Postes, Téléphones et Nouvelles technologies de la communication.

La députée Bazaïba a également fait observer que selon les statuts et règlements de ce parti, la fonction de secrétaire général et de membre du gouvernement, sans autorisation du collège des fondateurs, sont incompatibles.

Certains cadres du parti de Jean-Pierre Bemba continuent, en effet, à soutenir que seul Thomas Luhaka, l'ancien secrétaire général, détenait une procuration spéciale du président national pour prêter à ce poste. Cependant, Thomas Luhaka lui-même continue à se réclamer secrétaire général du MLC malgré son exclusion décrétée par le bureau politique de ce parti.

De son côté, Eve Bazaïba, nommée le 14 décembre, n'entend pas désemparer. « *Le MLC a un seul secrétaire général en la personne de Mme Eve Bazaïba Masudi, moi. Je n'ai pas à produire des preuves*

que je suis illégitime ou illégale. Je n'ai même pas à produire des preuves que je suis légitime. Ma preuve, dans la logique, vous venez de m'interviewer ici, sise avenue du port n°6, commune de la Gombe, c'est la permanence du Mouvement de libération du Congo », a-t-elle déclaré à radiookapi.net, qui lui a tendu le micro.

Lucien Dianzenza

KINSHASA

Des ONG condamnent l'arrestation des opposants à la révision constitutionnelle

Pour ces organisations, ces actes sont constitutifs d'infractions d'arrestation et de détention arbitraires, et d'obstruction à l'exercice des droits fondamentaux garantis aux particuliers.

Dans deux réactions distinctes du 6 décembre, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) et la Voix des sans voix pour les droits de l'homme (VSV) ont condamné l'arrestation et la détention arbitraires de dix membres de la plateforme « Sauvons la RDC » par des agents de sécurité à Kinshasa.

Ces deux ONG ont, en effet, chacune de son côté, noté que le 6 janvier vers 13 heures, dix membres de cette plateforme politique dont le Professeur Matthieu Kalele, Jean Félix Senga, Jérôme Emangomango et Yvon Mubengay « ont été arrêtés par des agents de sécurité, sans ordre de mission ni mandat », dans la commune de Masina, alors qu'ils distribuaient des invitations aux passants pour participer à une réunion publique et pacifique prévue pour le 11 janvier 2015.

Citant le président de cette plateforme, le député Martin Fayulu, l'Acaj a notamment souligné que ce



Des militants des partis de l'opposition, lors d'un meeting à Kinshasa.

meeting visait, entre autres, à dénoncer le projet de révision constitutionnelle, exiger la suppression de l'Office national d'identification de population (Onip) et obtenir le retrait par le gouvernement du projet de loi portant modification

de la loi électorale déposé au Parlement. Alors que la VSV soutient, elle, que les organisateurs de ce meeting politique avaient informé le gouverneur de la Ville de Kinshasa de la tenue de leur manifestation pacifique à travers leurs lettres

envoyées respectivement le 18 novembre et le 02 décembre 2014. « Nous condamnons l'arrestation et la détention arbitraires des membres de la plateforme Sauvons la RDC. Le gouvernement doit laisser les partis politiques ou grou-

pelements politiques de l'opposition organiser leurs activités sans aucune entrave comme il le fait pour ceux de la majorité présidentielle », a déclaré le président de l'Acaj, Me Georges Kapiamba.

La VSV et l'Acaj, qui dénoncent avec véhémence « les actes d'enlèvement, d'intimidation et autres agressions frisant le retour en force des dérives totalitaires qui ne font que fragiliser davantage la jeune démocratie congolaise et la cohésion nationale », exigent en définitive, la libération sans tergiversation ni délais, de toutes les personnes enlevées ou arrêtées ainsi que leur indemnisation pour les préjudices subis.

L'Acaj, qui note que des personnalités et regroupements de la majorité présidentielle ont toujours eu l'autorisation d'organiser leurs diverses manifestations, recommande au gouvernement de prendre des dispositions qui s'imposent pour mettre fin à ces discriminations et s'assurer que les responsables de services de sécurité s'abstiennent de toute entrave à l'exercice de libertés publiques.

Lucien Dianzenza

AGRICULTURE

Des producteurs agricoles katangais s'unissent pour défendre leurs droits

À travers cette union, souligne l'ONG catholique Caritas, les producteurs agricoles accompagnés par le Bureau diocésain de développement (BDD) de Lubumbashi au Katanga s'engagent à défendre leurs droits parce qu'ils font face à plusieurs difficultés dans l'exercice de leurs activités.

Ces difficultés sont notamment l'accès de plus en plus difficile aux terres agricoles et aux marchés, le manque d'accès à des fonds du gouvernement pour financer le secteur agricole.

À travers cette union, les producteurs agricoles de la province du Katanga sont déterminés à faire entendre leurs voix. Mise en place de manière formelle, l'union des producteurs agricoles du Katanga sera dotée d'un statut et d'un règlement d'ordre intérieur. « Ceci permettra aux paysans d'être bien organisés et d'unir leurs efforts à d'autres structures qui ont les mêmes objectifs, afin de pouvoir revendiquer les droits qu'ils estiment lésés », souligne l'ONG Caritas. Selon cette organisation, les paysans accompagnés par le Bureau diocésain de développement sont de plus en plus victimes des délocalisations qui les frappent sans avoir pu mener des négociations au préalable ou avoir été concertés. Quand ces derniers produisent de grandes récoltes, ils arrivent difficilement à faire le lien avec le marché pour en tirer un meilleur profit compte tenu de toutes les dépenses effectuées pour arriver à cette production. La multiplicité des taxes telles que l'environnement, quittance, patente, confirmation place, Salongo, toilette, étalages que payent ces agriculteurs pèsent sur la vente de leurs produits agricoles et par conséquent ils ne réalisent pas de grands bénéfices. Pour que l'Union soit portée par les agriculteurs qui en seront les premiers bénéficiaires, les membres de différentes organisations paysannes s'organisent en vue de mettre en place différents comités par axe, ensuite par aire de travail du Bureau diocésain de développement notamment à Likasi, Lubumbashi, Nkanga, Kansenia, Mukabe.

Aline Nzuzi

VIDÉOS SUR ÉBOLA

Des survivants donnent des conseils pour sauver des vies

Une nouvelle application mobile et interactive leur permet de se connecter entre eux, transmettre des conseils de santé publique et tenir le monde au courant des défis auxquels ils sont encore confrontés après leur rétablissement.

L'outil numérique, mis en place en Guinée le 5 janvier, est piloté par la première survivante guinéenne à faire part de son histoire dans le cadre de la campagne « #ISurvivedEbola ». Le premier message envoyé via l'application mobile est celui de Camara 'Fanta' Fantaoulou de Guinée. « Oui, j'ai survécu à Ebola grâce à l'aide et au courage des professionnels de la santé qui m'ont soignée. Et j'ai appris que, ensemble, nous pouvons vaincre ce virus et protéger nos familles ainsi que nos communautés », explique-t-elle. La guinéenne a perdu son père et cinq autres membres de sa famille décédés des suites d'une infection suspectée ou confirmée par le virus Ebola. Fanta croyait que sa mort était imminente après que le virus eut été dépisté chez elle. Néanmoins, grâce à la combinaison d'un traitement précoce, au strict respect de son programme de traitement et à une détermination à toute épreuve, Fanta a pu guérir du virus et dispense désormais d'une assistance psychologique les patients atteints d'Ebola, indique-t-on.

Réduire les stigmatisations sur les survivants à la maladie

L'appui mobile constitue la toute dernière composante de la campagne #ISurvivedEbola, qui s'appuie sur les histoires de personnes ayant survécu au virus Ebola au Liberia, en Sierra

Leone et en Guinée afin de fournir des informations essentielles en termes de santé publique au sujet de la fièvre Ebola aux populations affectées et de réduire ainsi la stigmatisation à laquelle sont confrontées les personnes ayant survécu à Ebola. L'un des éléments-clés autour desquels s'articule la campagne réside dans la documentation d'histoires de personnes ayant survécu à l'épidémie en recourant aux formats vidéo, audio et imprimés, et en diffusant largement ces histoires via des médias, des plates-formes en ligne et d'autres canaux de diffusion locaux, nationaux et internationaux. La campagne comprend également des activités tout aussi importantes, telles que des pièces éducatives radiophoniques racontant des histoires de fiction fondées sur la réalité de la guérison et des émissions-débats, également radiophoniques, où les invités sont des personnes ayant survécu à Ebola. « L'appui mobile modifie véritablement le visage de cette campagne en donnant aux personnes d'Afrique de l'Ouest la possibilité de s'échanger entre elles et de faire part au monde de leurs histoires en ce qui concerne Ebola et les cas de guérison à cette épidémie. Cet appui confère un visage humain à la guérison et s'avère être potentiellement en mesure de créer un véritable sentiment de communauté dans lequel les personnes ayant survécu à la maladie, plutôt que d'être stigmatisées, font figure d'héroïnes opérant à la pointe du combat. Les nouveaux éléments numériques de la campagne donnent à notre action une portée dépassant les limites de l'Afrique de l'Ouest et permettent à ces histoires

personnelles et émouvantes d'être vues et entendues dans le monde entier », estime Carole Tomko, directrice générale et directrice de la création de Vulcan Productions, organisation qui finance la campagne.

Briser les chaînes de transmission et prévenir de nouvelles infections

La dernière vidéo en provenance du Liberia raconte l'histoire d'une jeune femme de 23 ans, Decontee Davis. Cette dernière a surmonté la fièvre Ebola dont le virus a tué le fiancé. Elle travaille actuellement dans un centre de prise en charge provisoire pour enfants ayant été en contact avec des patients atteints du virus Ebola et soumis à une période d'observation de vingt et un jours. Un grand nombre de ces enfants ont perdu l'un de leurs parents, voire les deux, du fait de la maladie. La nouvelle vidéo provenant de la Sierra Leone relate l'histoire d'Amnata Kargbo, étudiante à l'université, qui, après avoir survécu à Ebola, s'est affirmée à la pointe des efforts visant à sensibiliser ses compatriotes quant aux avantages qu'il y a à se soumettre à un traitement précoce. « Même si le traitement des patients revêt une dimension particulièrement critique, la meilleure façon de mettre fin à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest est de briser la chaîne de transmission de la maladie et de prévenir de nouvelles infections », souligne Rafael Obregon, chef du Groupe de la communication pour le développement de l'Unicef. La campagne est financée par la société Vulcan Productions de Paul G. Allen et mise en œuvre par PCI Media Impact en collaboration avec l'Unicef.

Patrick Kianimi

RALLYE DAKAR 2015

Franck Verhoestraete à la 36^e place après deux étapes

Avec son dossard 88, Frank Verhoestraete a honorablement débuté le Rallye Dakar 2015, occupant la 36^e position au classement général après deux étapes.

Le champion du Congo de moto, le Congolais de souche belge Frank Verhoestraete prend part, pour la quatrième fois, au Rallye Dakar 2015 qui se court en Argentine, en Bolivie et au Chili. Au terme de la deuxième étape de cette compétition mondiale auto-moto, le Congolais a occupé la 34^e place (à 57 minutes du vainqueur Joan Barreda) sur 188 participants. À l'issue de la première étape de la catégorie moto, Frank Verhoestraete finissait à la 49^e position. Au classement général, le Congolais se retrouve à la 36^e place, indique Radio Okapi qui suit particulièrement le motard sur la base d'une convention entre les deux parties.

« Jusque-là tout se passe bien, malgré les conditions de course très difficiles dues à la chaleur », confiait-il. Le 6 janvier pour la troisième étape, Frank Verhoestraete et d'autres motards devaient traverser la cordillère des Andes afin de rejoindre le Chili sur un parcours de 542 km



Frank Verhoestraete et le drapeau de la RDC avant le départ du Rallye Dakar 2015 à Buenos Aires en Argentine

entre San Juan et Chilecito, dernière étape afin de quitter l'Argentine. Dans la catégorie auto, le pilote qatari Nasser Al-Attiyah a remporté la première et

la deuxième étape du Rallye au volant de sa Mini. Cependant, le vainqueur de Rallye Dakar 2011 a écopé d'une pénalité de deux minutes pour excès de vitesse.

On rappelle que le Rallye Dakar 2015 se court sur une distance de 10.000 km entre le 4 et le 17 janvier. Et Frank Verhoetraete y participe avec le dossard 88. «

J'aurais plusieurs concurrents devant moi et il falloir essayer de dépasser avec prudence parce que c'est une étape assez rapide où les dépassements seront assez délicats. Le Dakar, c'est la Coupe du monde des rallyes. C'est une grosse machine, une grosse infrastructure. Maintenant, je sens que j'ai l'habitude des choses, j'appréhende les choses avec beaucoup moins de stress par rapport aux deux dernières fois. Et même pour la gestion de course, je ne dois pas essayer de forcer dès les premiers jours parce que le rallye est très long. C'est quinze jours de course, il faut gérer ses efforts », déclarait-il le 3 décembre 2014 au cours d'une interview accordé à Radio Okapi.

Notons que Frank Verhoestraete roule avec une moto écologique selon le concept de 3D -3 dimensions de sa participation au Rallye Dakar 2015. Il s'agit donc de la plantation des arbres, de la sécurité routière en demandant aux motards de Kinshasa communément appelés Wewa de rouler en respectant le Code de la route, et naturellement de la troisième dimension qui est sportive.

Martin Enyimo

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous quotidien incontournable

ALIMENTATION ET SANTE

Les nectars de fruits, de jus ou purées de fruits dilués et sucrés

Le nectar de fruits est un produit non fermenté mais fermentescible, obtenu par addition d'eau et de sucre au jus de fruits, au jus de fruits concentré, à la purée de fruits concentrée ou d'un mélange de ces produits et qui est en outre, conforme aux indications prévues.

La différence avec le jus de fruits réside dans l'addition d'eau et de sucre au produit de base. La mythologie déjà définissait le nectar comme un breuvage divin, à base de miel, qui procurait l'immortalité à ceux qui en buvaient.

Les différents nectars existants sont le nectar de jus frais, le nectar de jus suivi du nom de fruit, le nectar de jus à partir de concentrés, le cocktail de nectars de jus de fruits et le cocktail de nectars de jus de fruits à partir de concentrés. En règle générale, le nectar est élaboré à partir de jus acide non consommé en l'état (fruit de la passion, citron...), à partir de fruits pulpeux ne contenant pas trop de jus (banane, fraise, goyave, mangue, papaye...), ou encore à partir des fruits à jus consommables en l'état (pomme, orange, pamplemousse, ananas...).

Le diagramme de fabrication des nectars de fruits est le même que celui des jus de fruits, en dehors des opérations d'addition d'eau et du sucre, et éventuellement d'un acidifiant pour corriger l'acidité du mélange.

Les composants des nectars de fruits sont presque les mêmes que ceux des jus de fruits puisque seuls de l'eau et du sucre sont ajoutés au jus ou à

la pulpe de fruits, et dans une certaine mesure de l'acide organique (acide citrique).

On retrouve donc dans la composition des nectars de fruits des sucres, des protéines, des vitamines notamment celles du groupe B et de la vitamine C (acide ascorbique), des éléments minéraux et des acides organiques. Tous ces composants se retrouvent naturellement en quantité moins importante, du fait de l'ajout d'eau pendant la phase de fabrication.

Les vertus des nectars de fruits sont moindres que celles des jus de fruits. Certes ils apportent les mêmes nutriments mais en quantités plus réduites et du coup l'efficacité s'en ressent. Ils ne présentent qu'un intérêt limité surtout en ce qui concerne l'apport en vitamines. Le nectar de casis par contre contient beaucoup de vitamine C, 200mg pour 100g de produit. On note aussi la présence de la vitamine B9 ou acide folique, importante pour le développement du fœtus, tout particulièrement au premier trimestre de la grossesse.

Les inconvénients des nectars de fruits sont qu'ils contiennent en général plus de sucre à cause de son ajout à la fabrication, jusqu'à 200g de sucre ajouté par litre. Ce qui fait grimper le taux de glycémie surtout chez les sujets diabétiques. Ils ne contiennent pas assez de fibres et n'assurent plus le transit intestinal. Ils sont plus pauvres en vitamines et en antioxydants.

Par Ange KOUNKOU, Président de l'Association pour la Promotion des Industries Agroalimentaires au Congo (APIAC)

KOUILOU :

Le président de la ligue de football appelle à la restructuration des clubs

À quelques jours du démarrage du championnat national d'élite directe, le 10 janvier à Brazzaville et Pointe-Noire, le président de la Ligue départementale de football du Kouilou, Jean Ferdinand Mampassi a lancé un appel aux dirigeants des clubs engagés à cette compétition de tenir leur assemblée générale

L'objectif est de permettre aux sept clubs engagés de Pointe-Noire de présenter à la Fédération congolaise de football (Fécofoot) des bureaux exécutifs bien structurés. « Je demande aux présidents des équipes engagées au championnat national d'élite de tenir leur assemblée générale afin de présenter des bureaux normaux auprès de la fédération », a-t-il indiqué.

Jean Ferdinand Mampassi a rassuré que les équipes de son département sont prêtes pour commencer le championnat le 10 janvier. « Je les ai vues toutes sur l'ère de jeu lors du tournoi de mise en jambe organisé par la Fécofoot malgré une absence de l'AS Cheminots. Celles qui se sont présentées se sont bien comportées. Et, si ces équipes peuvent réellement garder leurs effectifs, qu'elles essayent de s'améliorer un peu et de compléter tout ce qu'elles ont constaté comme manquement. Nous avons senti la détermination et l'enthousiasme des jeunes pendant ce tournoi et les dirigeants sont concentrés pour que les équipes aillent un peu loin » a, martelé le président de la ligue du Kouilou qui a souhaité bon succès et heureuse année à toutes les équipes.



Jean Ferdinand Mampassi

Pas de liste additive pour les retardataires de D1 et D2

L'orateur a, par ailleurs, demandé aux dirigeants des équipes des première et deuxième divisions départementales de Pointe-Noire de se rendre à la ligue pour prendre les informations nécessaires à leur engagement à la première compétition de la saison qui démarre le 20 janvier car, selon lui, il n'y aura pas de liste additive pour les retardataires.

Charlem Léa Legnoki

MESSAGE DE VŒUX DU CHEF DE L'ETAT

Servais Packa salue les instructions du président de la République

Le directeur départemental de la formation qualifiante et de l'emploi de Pointe-Noire, a apprécié favorablement l'incitation au travail émis par le chef de l'Etat Denis Sassou N'Gusso, lors de son message de vœux à la nation. Servais Packa l'a fait savoir, le 6 janvier lors d'un point de presse à Pointe-Noire.

« Le message du président constitue une forte inspiration, car dans celui-ci, il invite ses compatriotes au travail, tout en notant les différents points sociaux importants allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie de la population, parmi lesquels, l'amour du travail et le renforcement de la paix et la cohésion sociale. Le président vient donc par là, nous rappeler que c'est par le travail qu'un peuple peut s'élever et se distinguer des autres peuples », a déclaré Servais Packa.

Pour cela, l'orateur a invité chaque Congolais à mettre en exergue les instructions du chef de l'Etat, en mettant un accent particulier sur les différentes vertus du travail en général et celles de la formation qualifiante, en vue de contribuer au développement de la nation congolaise. Toujours en s'appuyant sur l'adresse du président de la République, Servais Packa s'est fait valoir la formation comme seul remède qui facilite l'accès au marché de l'emploi. « En 2014, la direction départementale de la Formation qualifiante et de l'emploi de Pointe-Noire a organisé les premières journées portes ouvertes, celles-ci se poursuivront pendant l'année 2015. A travers ces journées, plusieurs jeunes du département ont pu avoir du travail ou ont bénéficié d'une orientation en vue d'une formation qualifiante sur divers



Servais Packa. Photo Adiac

métiers exigés de nos jours par plusieurs entreprises de la place », a-t-il signifié.

Servais Packa a par ailleurs réitéré le souhait de sa direction d'accompagner la politique du gouvernement sur son volet formation qualifiante et l'emploi. « Le travail est l'une des conditions primordiales de la vie humaine, par conséquent, l'émergence du Congo tant souhaitée et attendue d'ici 2025, est l'affaire de chaque Congolais, celle-ci ne pourra être possible sans le rassemblement des différentes compétences », a-t-il conclu. Le directeur départemental de la formation qualifiante a également salué la mesure présidentielle portant augmentation du point d'indice des salaires des agents de l'Etat (de 225 à 250), malgré la chute du prix du baril du pétrole sur le marché mondial. Une décision qui a d'ailleurs suscité de la joie de bon nombre de travailleurs.

Séverin Ibara

Klaus Sidney Nguengue apprécie les efforts du gouvernement à travers le projet «Eau pour tous»

Le chef d'agence du Bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics (BCBTP), Klaus Sidney Nguengue Nyomono a exprimé son point de vue à l'occasion d'une interview qu'il a accordée aux Dépêches de Brazzaville, ce mercredi 7 janvier à Pointe-Noire. Ce, en rapport avec le message de vœux à la nation du président de la République.

Commentant l'adresse du chef de l'Etat, Klaus Sidney Nguengue Nyomono salue les efforts entrepris par le gouvernement dans la mise oeuvre du projet «Eau pour tous» y compris l'exhortation au travail. « Le Président nous rappelle une règle d'or; le travail, rien que le

travail pour des lendemains meilleurs, étant donné que le gouvernement a offert à nous BCBTP, un matériel de forage performant et profond capable d'intervenir sur les terrains sédimentaires ou de socle cristallin, ainsi notre objectif est d'œuvrer pour retrouver des nappes aquifères de qualité », a-t-il déclaré. Et selon Denis Sassou N'Gusso le programme, « Eau pour tous » a déjà permis la réalisation de 1400 forages desservant près d'un millier de villages. L'orateur a aussi souligné l'importance des projets réalisés ou en cours de réalisation sur l'ensemble du territoire national par le gouvernement, dans le cadre de la municipalisation accélérée. Il

s'agit notamment de la route Pointe-Noire-Brazzaville, la route sous-régionale Ketta-Sembé-Souanké-Ntam, la route Mapati-Komono, sans oublier la construction et la modernisation des aéroports dans les principales villes du Congo, la construction des ports maritimes et fluviaux à Pointe-Noire, Ouesso et Oyo ; la construction des hôpitaux généraux dans tous les douze départements du pays et bien d'autres.

A noter que Klaus Sidney Nguengue Nyomono représente la direction générale du BCBTP au niveau de cinq départements à savoir, Kouilou, Pointe-Noire, Niari, Lékoumou et Bouenza.

S.I.



Klaus Sidney Nguengue Nyomono répondant aux questions des journalistes

CINÉMA

Le festival Tazama confirme sa lutte contre le cancer

De quoi avons-nous peur ? d'Annette Kouamba Matondo et Derrière les portes fermées de Mohamed Ahed Bensouda ont été projetés à l'ouverture de la 2^e édition du festival du film des femmes africaines Tazama. Au cours d'une cérémonie riche en couleurs et pleine d'émotion nombreux officiels et cinéphiles ont pris d'assaut la salle Savornan de Brazza de l'Institut français du Congo pour venir célébrer le 7^e art.

Tapis rouge déroulé, camera et photographes braqués sur les invités c'est dans cette atmosphère féerique que Brazzaville a accueilli une quinzaine de cinéastes de l'Afrique et de sa diaspora.

« Vos films sont les réalités profondes de nos sociétés africaines, je réitère ma confiance à toute l'équipe de Tazama pour avoir tenu promesse de réaliser cette deuxième édition. Nous tenons le cap et luttons pour que l'écriture d'une nouvelle page du cinéma africain au féminin se trace. Il s'agit d'une noble mission de promotion culturelle qui aidera à définir les relations culturelles entre nos pays », a signifié Claudia Sassou Nguesso, marraine de l'événement.

Claudia Haidara Yoka initiatrice



Des artistes arrivés au festival

de ce festival a renchéri que ce festival symbolise son amour pour le 7^e art, mais aussi son ambition de soutenir cette cause noble qui est la lutte contre le cancer notamment en Afrique. « Ce festival qui réunit depuis 2014 cinéphiles et cinéastes vise à contribuer modestement à la vulgarisation de l'information et de la prévention du cancer dans le pays ou se tient l'édition », s'est-elle justifiée.

Une fiction et un documentaire projeté

Ces retrouvailles culturelles ont été aussi marquées par des projections vidéos en présence de leurs auteurs. En effet, c'est De quoi avons-nous peur? qui a ouvert le bal dans la catégorie du film court, une oeuvre de l'un des jeunes talents du cinéma congolais, Annette Kouamba Matondo qui a su attirer l'attention du public.

Derrière les portes fermées du Marocain Mohamed Ahed Bensouda a été projeté pour la première fois en Afrique en présence de son réalisateur et de deux acteurs grâce au festival Tazama. Un film plein de rebondissement qui n'a pas laissé aussi les spectateurs indifférents. Il parle de l'histoire de Samira une belle et élégante femme qui vit en parfaite harmonie avec son mari banquier, lorsque leur vie va être boule-

versée par l'arrivée d'un nouveau directeur dans son entreprise. Ce dernier va commencer à la harceler conduisant ainsi sa vie à la dérive.

« Nous avons voulu à travers ce film offrir aux spectateurs ce regard des hommes sur les femmes qui souvent fait allusion aux corps de ces dernières. Ce film a suscité plusieurs réactions au Maroc et après sa sortie un projet de loi a propos du harcèlement a été déposé sur la table du gouvernement », a expliqué le réalisateur Mohamed Ahed Bensouda.

Une collecte de fonds pour la lutte contre le cancer.

Afin de poursuivre l'action de la première édition qui avait permis de récolter des fonds qui ont contribué à l'exécution du plan d'action de la fondation Calissa Ikama contre le cancer, à cette deuxième édition il est prévu, le 12 janvier à la soirée de clôture une seconde collecte. Ces fonds vont contribuer à la vulgarisation des moyens de prévention et d'information sur le cancer, mais aussi aider à l'acquisition des équipements pour l'Unité de cancérologie du CHU de Brazzaville.

Hermione Désirée Ngoma

COUPE DU CACAO

La compétition s'ouvre à l'international

Pour l'édition de cette année une équipe camerounaise, de la localité de Sangmélina, prendra part au tournoi. Une grande première depuis que la compétition existe. Projection.

La coupe du cacao se disputera à Ouesso, chef lieu du département de la Sangha, qui abritera les festivités de l'indépendance nationale en août prochain. « Nous souhaitons à travers le sport contribuer à la réussite de la fête », a expliqué l'un des responsables du comité d'organisation de la compétition, Léonidas Mottom qui, du reste, est appuyé par les associations « Congo terre de foot » et « Idée et Rêves pour la Sangha ».

C'est donc là que l'équipe représentant le Cameroun voisin va se mesurer aux formations nationales issues des départements de la Bouenza, la Lékoumou, la Likouala, les Plateaux, Pointe-Noire, l'Île Mbamou et naturellement celles de localité hôte. Les disciplines retenues pour cette échéance sportive ne sont autres que le football, le Nzango et le catch. Le calendrier de la compétition n'est pas encore disponible. Le comité d'organisation dispose encore du temps pour l'établir étant donné que la coupe aura lieu du 3 au 15 août prochain. Ce qui est sûr, à en croire Léonidas Mottom, c'est que la finale se jouera en présence du président de la République, Denis

de la coupe de cacao et du palmarès à huile vise, entre autres, à encourager les jeunes congolais au retour à la terre. Cela

Pour la réussite de ces retrouvailles sportives de promotion agricole, le comité d'organisation sollicite le soutien des



Léonidas Mottom remettant le maillot de la compétition le ministre des Sports

Sassou N'Guesso. Laquelle finale précédera celle de la coupe du Congo de football, cette saison.

Le critère de sélection des équipes issues des différentes localités c'est la culture du cacao, même si certaines d'entre elles en font exception. « Le but

passer par la mise en valeur de nos ressources : cacao, palmiers, hévéa... qui ont un rôle non négligeable à jouer dans l'économie de notre pays, dans un contexte international où le pétrole donne des indices de chute », a expliqué Léonidas Mottom.

partenaires, disposés à accompagner le projet. Le ministère des Sports et de l'éducation physique qui a toujours soutenu l'initiative, est appelé à la rescousse afin que la culture du cacao parvienne à hisser au soleil les jeunes talents sportifs.

R.N.M.

CHAMPIONNAT DE HANDBALL À BRAZZAVILLE

Les athlètes en compétition à partir du 10 janvier

Lors de la première journée au stade annexe, chez les hommes, Diables noirs sera aux prises avec Caiman avant que les dames de Cara et de Patronage ne se mesurent. De l'autre côté du stade d'Abo-sport, l'Association sportive brazzavilloise (ASB) s'opposera à Etoile du Congo, chez les hommes. Les autres rencontres : Ekiembongo contre Asel et Abo-sport contre la DGSP, dans la catégorie dame.

Au total, onze équipes prendront part à cette compétition de la ligue de Brazzaville. Cinq chez les hommes, Diables noirs, Caiman, ASB, Etoile du Congo et Club 57. Par contre chez les dames, il y a six équipes : Cara, Patronage, Asel, Abo-sport, Ekiembongo et la DGSP. Le championnat des seniors débutera le 18 janvier.

Rominique Nerplat Makaya